Réseau de transport d'électricité

LES RESULTATS FINANCIERS 2009

MARDI 9 MARS 2010

DOSSIER DE PRESSE

CONTACTS PRESSE

Thierry Lartigau
06 23 67 83 93
01 41 02 16 78

Claire de Villèle
06 65 49 70 90
01 41 02 17 77

POUR EN SAVOIR PLUS

www.rte-france.com

Réseau de Transport d'Électricité
1, terrasse Bellini
92 919 La Défense cedex

Sommaire

I. Des résultats performants dans un contexte difficile 3

II. Une évolution dynamique des investissements et de la sécurisation du réseau 4

III. Une politique industrielle ambitieuse qui se poursuit en 2010 7

ANNEXE 1
Les principaux indicateurs financiers de RTE 10

ANNEXE 2
Chiffre d'affaires 2009 11

ANNEXE 3
Structure des coûts 12

ANNEXE 4
Capacités de financement, un réendéettement contrôlé 13

ANNEXE 5
Structure financière 14

I. Des résultats performants dans un contexte difficile

Un chiffre d'affaires en léger retrait, dans une année marquée par la crise économique et les aléas climatiques

Le **chiffre d'affaires** 2009 de RTE est de 4 130 M€, en retrait de 2,2% par rapport à 2008.

Sur la France, le chiffre d'affaires est affecté par un contexte difficile, notamment la crise économique. Les effets de celle-ci se font ressentir sur la consommation d'électricité (-1,6% par rapport à l'année précédente), notamment dans la grande industrie (-8,6%). La consommation industrielle du dernier trimestre 2009 retrouve le niveau du dernier trimestre 2008, mais reste globalement en retrait de 12,6% par rapport au dernier trimestre 2007.

Les niveaux de consommation d'électricité élevés enregistrés pendant les vagues de froid de début et de fin d'année 2009, ainsi que l'entrée en vigueur tardive d'un nouveau tarif d'accès au réseau[1] couvrant mieux les dépenses, atténuent l'impact, sur le chiffre d'affaires, de la crise économique.

Au total, les recettes liées au transport de l'électricité en France progressent de 49 M€ (+1,3%).

Les recettes d'interconnexions diminuent, pour leur part, de 126 M€ par rapport à 2008 (-33%).

Un résultat net satisfaisant, impacté positivement par un événement exceptionnel

L'EBITDA[2] s'élève à 1 211 M€, en baisse de 10% par rapport à 2008.

Le **résultat net** après impôt de 500 M€ (+ 205 M€ par rapport à 2008) intègre le reversement à RTE, à effectuer par EDF, de sa quote-part du remboursement par l'Etat intervenue suite à l'annulation de la décision du tribunal de l'Union Européenne[3]. Retraité de cet élément, le **résultat net** s'établirait à 199 M€, en retrait de 96 M€ par rapport à 2008.

(1) Tarif d'Utilisation du Réseau Public de Transport d'Electricité (TURPE3) entré en application au 1er aout 2009.

(2) « Earnings before Interest, Tax and Depreciation », soit le chiffre d'affaires et les produits de gestion courante sous déduction des achats de matières, travaux et services, des frais de personnel et des impôts et taxes autres que l'Impôt sur les Sociétés.

(3) Le tribunal de l'Union Européenne a rendu le 15 décembre 2009 un arrêt annulant une décision de la Commission du 16 décembre 2003, relative à un aide d'Etat présumée à EDF. L'Etat a reversé à EDF le 30 décembre 2009 la somme de 1 224 M€.

II. Une évolution dynamique des investissements et de la sécurisation du réseau

Des investissements en forte progression (+ 22%) ...

Les **dépenses d'investissement** continuent leur progression, comme RTE s'y était engagé (1 021 M€, + 22%), en ligne avec l'enveloppe autorisée par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE), pour faire face à l'arrivée de nouveaux moyens de production et renforcer les interconnexions internationales.

Cette évolution traduit la réalisation et le renouvellement de 951 Km de circuits électriques à haute et très haute tension et le raccordement au réseau de 14 nouveaux postes (225 kV, 90kV et 63 kV).

... entraînant la poursuite du recrutement de personnel, ...

En lien avec la progression de ses investissements, RTE a poursuivi ses **embauches**, notamment dans l'ingénierie. Les effectifs statutaires sont ainsi passés de 8 439 à 8 515 entre fin 2008 et fin 2009. En 2009, RTE a recruté 285 salariés, tous collèges confondus, dont 131 cadres. Parmi ces nouveaux embauchés, on compte 45 intégrations concrétisées suite à un contrat d'apprentissage.

... dans le maintien des principaux équilibres financiers.

Les **dépenses liées à l'exploitation** du système électrique, d'un montant de 1 166 M€, augmentent de 10% (+ 105 M€). Cette évolution découle principalement de la hausse des prix de l'électricité que RTE achète pour compenser les pertes physiques sur son réseau.

Le financement des investissements de RTE

Pour financer ses investissements, RTE dispose de ses propres ressources, fondées principalement sur le tarif payé par tous les utilisateurs du réseau. Ce tarif, proposé par la Commission de Régulation de l'Energie et approuvé par le gouvernement, est calé pour couvrir tous les coûts de RTE, ainsi qu'une juste rémunération des capitaux engagés à travers les programmes d'investissement approuvés. Le tarif actuel (TURPE3) s'applique pour une période de 4 ans à partir du 1er août 2009. Il tient compte des investissements importants prévus sur la période.

La **rentabilité économique brute**[4] de RTE se situe en 2009 à 5,6%, inférieure au résultat 2008 (7%). Cette évolution est liée principalement à la résorption, à travers le nouveau tarif TURPE3, des écarts de calage favorables observés, sur la période tarifaire précédente, entre les résultats de RTE et les hypothèses sous-tendant le tarif TURPE2 concernant notamment les produits d'allocation des capacités sur les lignes d'interconnexion[5]. Retraité de cette restitution, le ROCE s'établirait à 7,2%.

La **dette nette** totale reste à un niveau contenu, à 6 355 M€ (+ 291 M€ par rapport à 2008), malgré la croissance du volume d'investissement et de moindres flux de trésorerie générés par l'exploitation.

(4) ROCE (Return On Capital Employed) calculé sur la base des comptes sociaux de RTE SA en normes françaises, rapport du résultat d'exploitation à l'actif économique mobilisé par RTE pour son activité

(5) Ces écarts favorables avaient conduit à des niveaux de rentabilité artificiellement élevés en 2006 (9,6%) et 2007 (9,5%)

Les dépenses de sécurisation mécanique atteignent leur niveau maximal depuis 2002 ...

Malgré le contexte économique général, les **dépenses de sécurisation mécanique** du réseau (142 M€)[6] ont continué de croître en 2009 (+ 20% par rapport à 2008), en ligne avec l'achèvement prévu de ce programme en 2017, conformément à la demande du Ministre chargé de l'Energie.

... et ont démontré leur efficacité lors de la tempête Klaus de janvier 2009

Dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 janvier 2009, la tempête Klaus, d'une ampleur exceptionnelle, par endroits plus importante que celles de 1999, a touché une grande partie du réseau haute et très haute tension de RTE dans le Sud Ouest, le Languedoc-Roussillon et le Sud de l'Auvergne, entraînant des interruptions de l'alimentation électrique.

En remettant en service l'ensemble de son réseau en moins de cinq jours, RTE a respecté son engagement pris auprès de l'Etat en 2002. Ce résultat a été obtenu grâce aux travaux de sécurisation déjà réalisés et à la mobilisation exceptionnelle de 600 techniciens et spécialistes de RTE appuyés par des moyens héliportés. Les tempêtes de décembre 1999 et celle du 24 janvier 2009 sont des événements historiques comparables en termes de puissance de vent. Cependant, à périmètre égal dans le sud-ouest, la tempête Klaus a mis hors tension **deux fois moins de lignes à haute et très haute tension et trois fois moins de postes qu'en 1999. Elle a endommagé quatre fois moins de pylônes qu'en 1999.**

Les travaux déjà réalisés ont prouvé leur efficacité lors de la tempête Klaus.

(6) Intégrant l'ensemble des charges d'exploitation (main d'œuvre incluse)

Les deux tempêtes Lothar et Martin des 26 et 27 décembre 1999 ont traversé la France d'ouest en est, avec des conséquences exceptionnelles. Le 15 janvier 2002, le ministre chargé de l'énergie a demandé à RTE de mener sur quinze ans, soit d'ici à 2017, un **programme de sécurisation**. Ce programme prévoit de renforcer les infrastructures afin de pouvoir rétablir l'alimentation électrique du réseau de RTE en moins de 5 jours en cas d'un événement climatique avec des vents supérieurs à ceux de 1999, et de maintenir l'alimentation électrique de tous ses postes électriques en cas de vents équivalents à ceux de 1999.

Fin 2009, RTE a installé les trois quarts des pylônes « anti-cascade ». Tous seront installés en 2013. Ces pylônes spéciaux présentent une résistance mécanique encore plus importante et sont installés sur les lignes très haute tension (225 000 et 400 000 volts), tous les 3 à 5 kilomètres. En cas d'incident, ils permettent de limiter le risque d'effondrement par effet d'entraînement (effet «château de cartes») et réduisent la durée de remise en état, grâce à l'utilisation de liaisons de dépannage. **Fin 2009, RTE a réalisé 95% des travaux d'élargissement des tranchées forestières** qui concernent au total 8000 km de lignes électriques. En 1999, les chutes d'arbres avaient représenté 50% des causes d'avaries des pylônes.

Tempête Xynthia du 28 février 2010

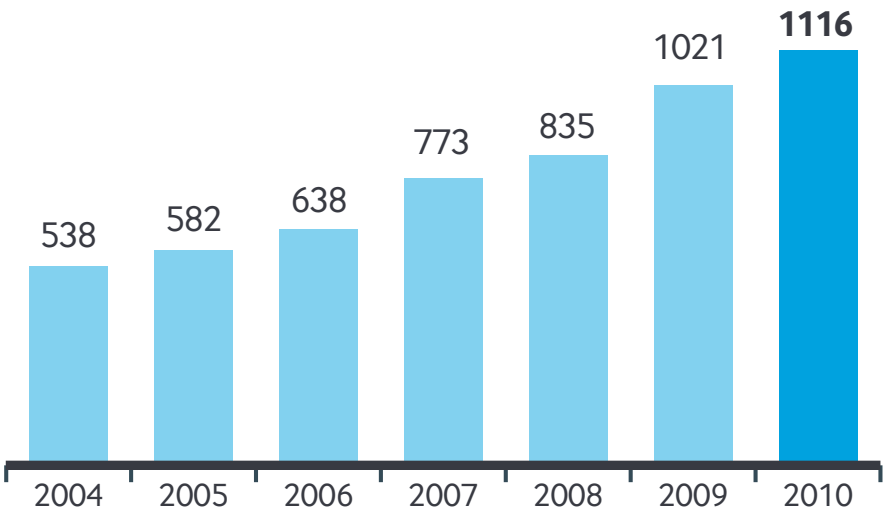
Dès l'annonce de la tempête Xynthia, qui a touché la France le week-end et qui, malheureusement, a fait de nombreuses victimes parmi nos concitoyens, les équipes de RTE se sont mobilisées afin d'anticiper les difficultés sur le réseau électrique et rétablir l'alimentation dans les délais les plus brefs. Au plus fort de la tempête, une dizaine de postes ont été mis hors tension et près de quatre-vingts lignes furent coupées, essentiellement dans les régions Ouest, Sud-Ouest et Est. Des visites sur les installations électriques, effectuées au sol ou par hélicoptère, ont été réalisées et les techniciens de RTE ont ainsi engagé très rapidement les travaux de remise en fonctionnement des lignes hors tension. Dès lundi 1er mars soir, tous les postes étaient remis en état de fonctionnement, sauf le poste de Licq (Hautes-Pyrénées) qui restait encore partiellement hors service. Les réseaux de distribution ayant été très touchés, RTE a coordonné ses interventions avec celles d'ERDF en proposant des moyens humains et matériels, afin de permettre le rétablissement rapide de l'électricité.

III. Une politique industrielle ambitieuse qui se poursuit en 2010

Des investissements à la hausse au service d'une politique industrielle durable

Les dépenses d'investissement continuent leur progression, comme RTE s'y était engagé, en **augmentant à nouveau ses investissements en 2010**, à hauteur de 1 116 M€[7].

Investissements de RTE (M€)



Citons quelques projets de développement importants au titre des investissements de RTE en 2010 :

➜ la création de l'axe double 400 000 V Cotentin-Maine pour l'insertion d'un troisième groupe de production d'électricité à Flamanville

➜ la création de deux nouveaux postes 400 000 V pour l'accueil de moyens de production supplémentaires sur la zone de Fos-Lavéra

➜ le renforcement de l'axe 400 000 V Avignon-Montpellier (Tamareau-Tavel)

➜ la création du poste de transformation électrique de Morbihan visant à améliorer la sécurité d'alimentation électrique du Sud de la Bretagne.

(7) Délibération de la CRE du 17 décembre 2009 portant décision sur le programme d'investissements de RTE pour 2010. www.cre.fr

En 2010, les **investissements dédiés aux interconnexions électriques doublent** en passant de 33M€ en 2009 à 67 M€ entre 2010. Cette forte progression correspond à la poursuite de projets (changements de conducteurs pour les projets Albertville-Cornier et optimisation France-Italie) et aux études préalables à l'interconnexion France-Espagne par l'est des Pyrénées. Les études engagées par RTE sur l'interconnexion France-Angleterre, en coopération avec son homologue britannique National Grid, visent à dimensionner en 2010 les investissements nouveaux à engager pour augmenter la capacité d'interconnexion entre la France et l'Angleterre.

Les investissements relatifs au **développement des réseaux régionaux** sont marqués en 2010 par le démarrage de deux projets significatifs : le renforcement de la ligne 225 kV Cantegrit-Mouguerre, améliorant la sécurité d'alimentation de la zone Biarritz-Bayonne, et la création d'un échelon 225 kV à Hyères, avec la réalisation d'une liaison souterraine 225 kV entre les postes de Hyères et de La Garde, visant à sécuriser l'alimentation électrique de l'Est de Toulon.

Par ailleurs, la **Banque Européenne d'Investissement** (BEI) et RTE ont signé le 29 janvier 2009 un accord de financement s'élevant à 400 M€ afin de **financer une partie du programme d'investissement de RTE sur la période 2009-2012.**

Dans une perspective de long terme, cette augmentation des investissements reflète les priorités énergétiques de la France et prolonge les orientations définies par le Grenelle de l'environnement. Elle permettra, outre le renouvellement d'infrastructures, d'adapter le réseau de RTE à l'essor des énergies renouvelables, de favoriser le raccordement d'autres nouvelles unités de production (EPR, Cycles Combinés Gaz), de renforcer l'alimentation électrique des régions sensibles, notamment en région PACA et en Bretagne, de répondre aux attentes des clients industriels et des distributeurs, et d'engager le développement de nouvelles interconnexions électriques.

Des investissements dédiés dans les « péninsules électriques » PACA et Ouest

Pour minimiser le risque de coupures, RTE a engagé en PACA une série d'investissements sur son réseau. Une grande partie de ces « mesures d'urgence » vient d'être mise en service et les nouvelles installations, qui représentent un investissement de 85 M€, sont maintenant opérationnelles.

Alors que la consommation régionale d'électricité continue de croître, ces « mesures d'urgence » visent à renforcer le réseau existant, l'exploiter au maximum de ses capacités techniques et réduire l'impact d'un incident ou d'une grande vague de froid, notamment pour l'Est de la région, et ainsi mieux faire face aux pics de consommation et aux incidents. Représentant un investissement total de 325 millions d'euros, l'ensemble des travaux doivent être terminés d'ici à 2015.

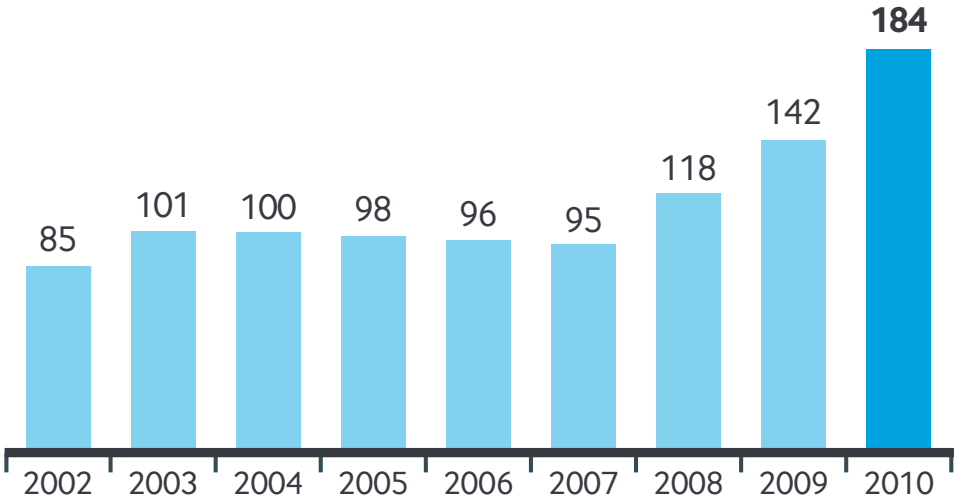
En Bretagne, région qui ne produit que 8% de sa consommation, une seule ligne haute tension court au nord. Pour éviter les coupures, RTE a lancé un appel d'offres et conclu un contrat en 2006 pour réserver des capacités de production dans la zone de Saint-Brieuc. RTE est dans l'attente de la réalisation du projet de centrale retenu. Par ailleurs, RTE a démarré la construction depuis l'automne dernier d'un nouveau poste électrique dans le Morbihan qui permettra d'injecter du courant à la fin 2010 vers le centre de la région.

Les dépenses de sécurisation mécanique poursuivent leur augmentation en 2010 pour se stabiliser jusqu'en 2017

Au total, RTE aura consacré, d'ici à l'achèvement du programme en 2017, **2,4 milliards d'euros** à la sécurisation mécanique de son réseau avec un niveau moyen de dépenses de l'ordre de **160 M€ par an**. Ce programme revoit le dimensionnement de 45 000 km de lignes aériennes du réseau de RTE.

La forte croissance des dépenses de sécurisation[8] de 2008 à 2010 permet d'atteindre **un niveau stabilisé en 2010 et pour les années suivantes** pour l'achèvement du programme tel que prévu en 2017.

Dépenses de sécurisation mécanique entre 2002 et 2010 (M€)

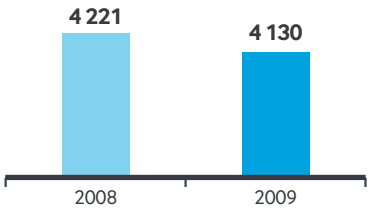


(8) Intégrant l'ensemble des charges d'exploitation (main d'œuvre incluse)

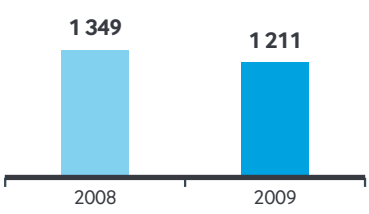
ANNEXE 1

Les principaux indicateurs financiers de RTE

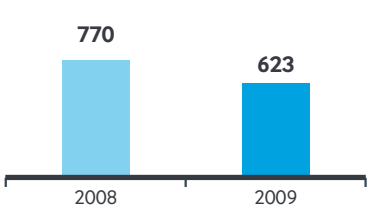
Chiffre d'affaires
(en millions d'Euros)



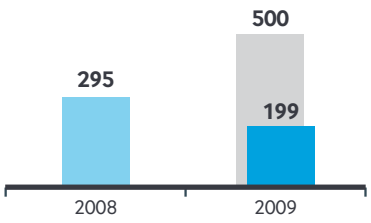
EBITDA
(en millions d'Euros)



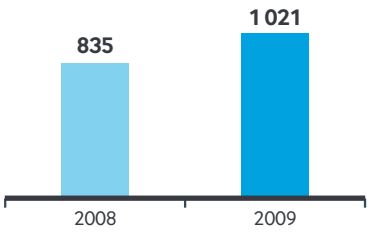
Résultat d'exploitation
(en millions d'Euros)



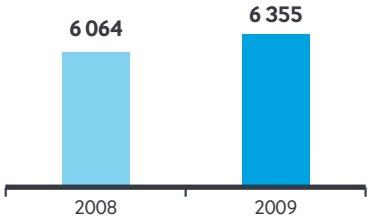
Résultat net*
(en millions d'Euros)



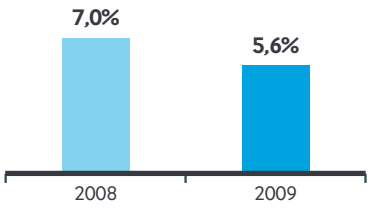
Investissements
(en millions d'Euros)



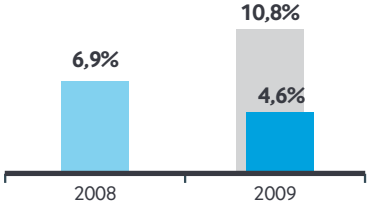
Dette nette
(en millions d'Euros)



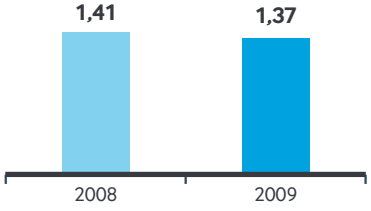
Rentabilité économique
(ROCE)



Rentabilité financière*
(ROE)



Dettes financières / Capitaux propres
(Gearing)

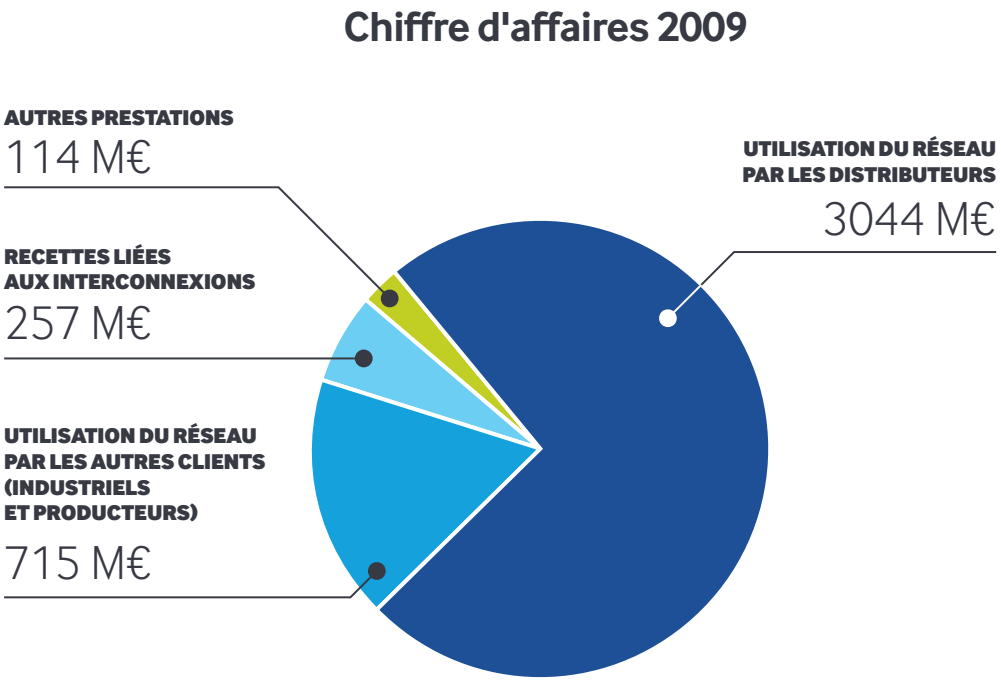


(*) Le résultat net et la rentabilité financière sont présentés bruts (en gris) et retraités de l'impact de la décision du tribunal de l'Union Européenne (en bleu)

Réseau de transport d'électricité

ANNEXE 2

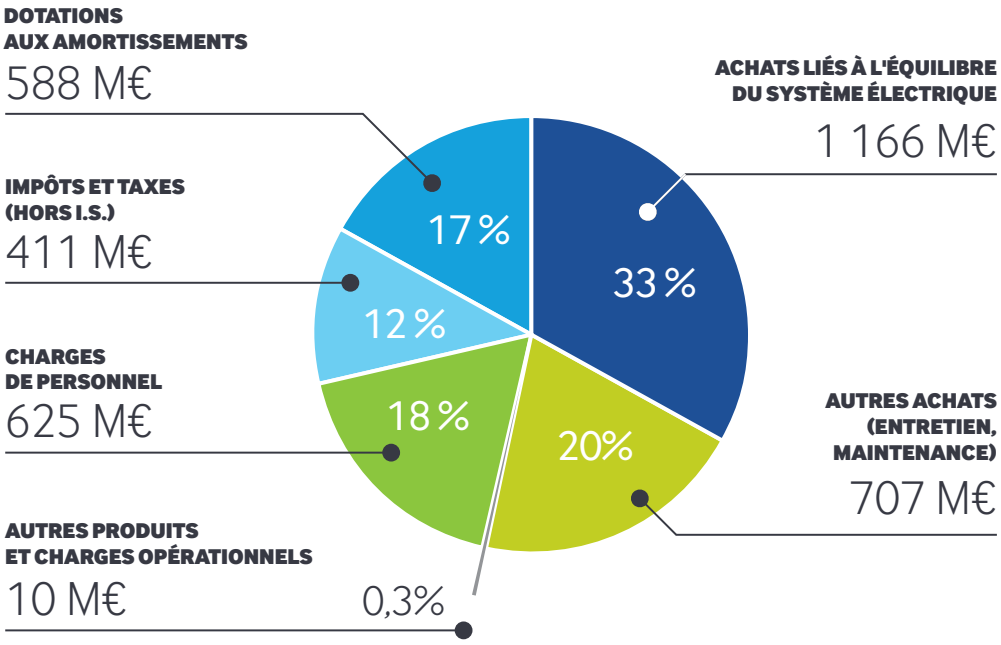
Chiffre d'affaires 2009



ANNEXE 3

Structure des coûts

Structure des coûts 2009

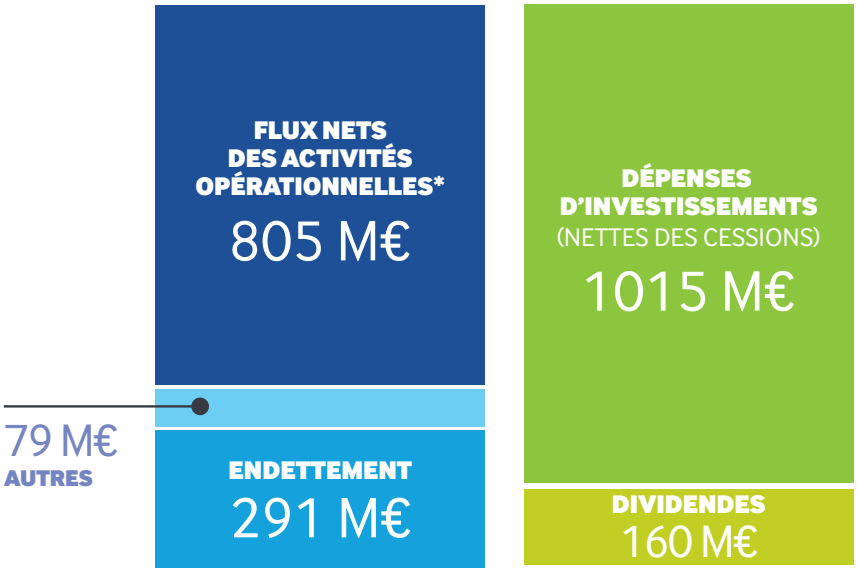


ANNEXE 4

Capacités de financement

Capacités de financement

UN RÉENDETTEMENT CONTRÔLÉ

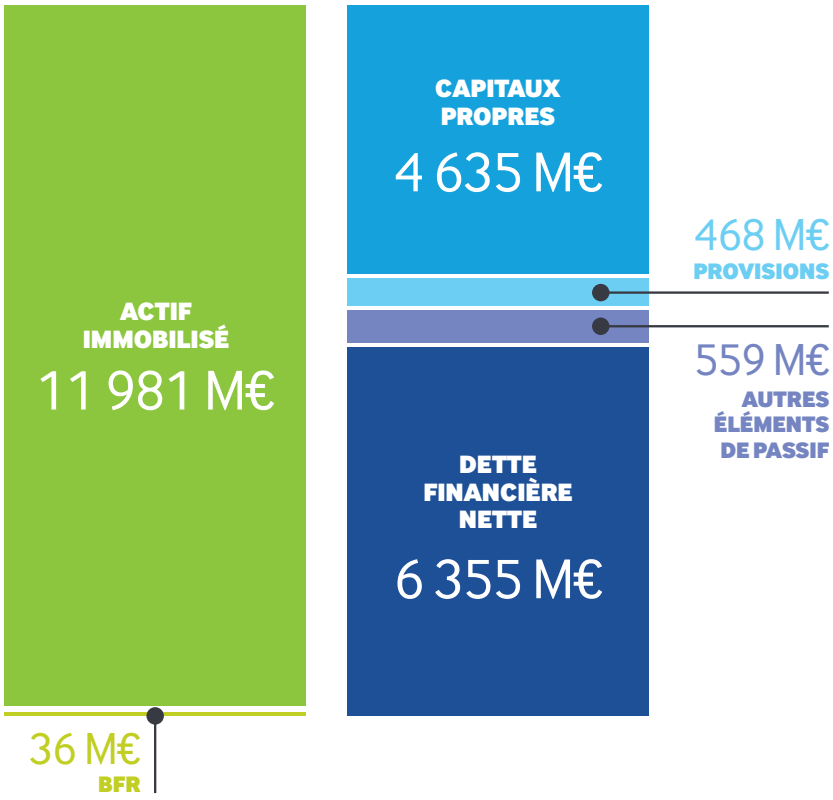


*flux de trésorerie généré par l'activité

ANNEXE 5

Structure financière

Bilan financier à fin 2009



Réseau de Transport d'Électricité
1, terrasse Bellini
92919 La Défense cedex
www.rte-france.com